

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

N° 67

Mercredi 19 octobre 1976

Prix : 1 F

EDITORIAL

Nous gouverner nous-mêmes

LES recettes mesquines et au coup-par-coup préconisées par l'administration pour résoudre les problèmes posés par l'activité de la Soufrière constituent un démenti cinglant aux affirmations des autorités sur les prétendus avantages pour les Antilles d'appartenir à l'ensemble colonial français. Parlons-en de ces prétendus avantages !

Après avoir promis la construction de 4.000 logements, c'est de 1.500 cases que parle aujourd'hui la préfecture ! Par ailleurs, un mois après la rentrée scolaire, c'est seulement une trentaine de classes préfabriquées qui vient d'arriver en Guadeloupe. Toutes les assurances, toutes les promesses ronflantes d'Arousseau, Stirn et de l'Etat qu'ils représentent, éclatent aujourd'hui en gadgets dérisoires.

Les travailleurs guadeloupéens, s'ils étaient eux-mêmes à la fois pouvoir de décision et pouvoir d'exécution auraient pu certainement agir avec plus d'efficacité que tous les stratèges de la préfecture, en épargnant bien des souffrances à l'ensemble de la collectivité comme à chacune des familles de réfugiés.

Car enfin, ces cases dont on nous parle aujourd'hui, dès le mois d'août il eût été possible que des milliers de travailleurs s'attellent à leur construction ! La quasi-totalité de la population laborieuse de ce pays n'a jamais eu besoin des technocrates de la préfecture pour construire, réparer ou transporter des cases !

Et il en est de même pour la construction des classes ou écoles manquantes. Là non plus, les travailleurs n'auraient pas attendu que la situation en arrive à ce point catastrophique. Ils auraient évité à une grande partie des parents l'angoisse qui les saisit actuellement à voir l'enseignement au rabais qui est dispensé cette année à leurs enfants, dans des conditions encore plus scandaleuses que celles des années précédentes.

Et nous pourrions en dire autant de tous les domaines de ce qu'Arousseau nomme sans rire « l'action » de son gouvernement !

Ainsi les centres d'hébergement. Ils constituent le sujet favori de l'autosatisfaction officielle, en même temps qu'ils sont le prétexte aux récriminations contre les réfugiés. Mais justement à propos de ces centres, les travailleurs victimes du chômage, en proie à la démoralisation, parqués dans des centres, ont d'autres solutions. Si les travailleurs avaient occupé des terres et les avaient cultivées, s'ils avaient pu aider à la pêche et à la production locale, pratiquer l'élevage, ils auraient participé à l'effort collectif et n'auraient été à la charge de personne.

Les travailleurs, les paysans pauvres des Antilles refusent d'être réduits à l'état de chômeurs ou d'assistés.

Et c'est contre la politique coloniale qui ne leur laisse pas d'autre choix que les travailleurs doivent réagir. Et ils peuvent le faire.

Sur chacun des problèmes soulevés par l'activité de la Soufrière, les décisions auraient pu être prises ici même, en toute indépendance du pouvoir colonial. Et, nous le répétons, le résultat aurait été tout autre, quantitativement et qualitativement. Car ce serait alors des décisions prises ici même — et non à 6.000 km — par des travailleurs, des gens proches de ceux qui souffrent aujourd'hui, et partant autrement plus efficaces.

Rien de ce qui a été fait depuis deux mois n'est au-dessus de nos possibilités. Nous n'aurions pu en aucun cas — si nous avions été nos propres maîtres — faire moins que n'en a fait l'administration qui représente la France.

L'Etat français a fait de nouveau la démonstration de son incompétence et de sa nocivité. Au lieu de résoudre les problèmes économiques posés par l'activité de la Soufrière, il a plongé dans le marasme ou carrément mis en faillite, l'économie du tiers du pays. Et à ce bilan négatif sur le plan du fonctionnement et du développement de l'économie, il ajoute pour de nombreux Guadeloupéens une grande démoralisation, une vraie misère morale, à se voir ainsi coupés de tout emploi, de leur milieu habituel, de tout ce qui faisait leur cadre de vie, pour se retrouver dans des conditions d'existence précaires et injustifiables.

Cette démonstration que l'Etat français vient de donner, démonstration de sa propre incurie, elle est désormais inscrite dans la conscience du prolétariat antillais.

Il faut conquérir l'indépendance des Antilles !

Il faut que les travailleurs des Antilles exercent le pouvoir !

LA SOUFRIÈRE :

L'incohérence de la politique gouvernementale

LA tendance au retour dans la zone dangereuse s'accroît. Dans un premier temps, ce fut la population de Vieux Habitants et de la partie nord de Capesterre que la préfecture autorisa à vivre chez elle, de jour comme de nuit. Ensuite, ce fut le tour de ceux de Capesterre et Trois-Rivières, mais pour la journée seulement. Le 18 octobre, tous les établissements scolaires de Capesterre seront ouverts ce qui devrait rétablir une vie quasi « régulière » dans cette région. Quant aux autres communes (Basse-Terre particulièrement) dans lesquelles l'interdiction de retour est toujours officiellement maintenue, elles voient arriver, de jour en jour, toujours plus de personnes, encouragées par la bienveillante et hypocrite

tolérance de la préfecture. Certains grands magasins comme le Prisunic Desmarais ont déjà réouvert leurs portes à Basse-Terre.

Il faut dire qu'après tout le tintamarre alarmiste du début, l'administration préfectorale considère maintenant qu'il n'y a pas de danger immédiat et que par conséquent on peut vivre dans certaines régions comprises dans le « triangle interdit ».

Alors on peut se permettre de se poser certaines questions. En effet, de l'avis des scientifiques, ceux-là mêmes qui avaient jugé en août dernier la situation suffisamment grave pour nécessiter l'évacuation de 72.000 personnes, l'état du volcan, en dépit de l'accalmie relative, ne s'est pas améliorée. Et même, il continue à

évoluer, certes lentement, mais en s'aggravant. Or, à la volonté des réfugiés de regagner leur domicile l'administration répond par une fuite en avant. « Vous pouvez y aller » dit-elle, mais en prenant la précaution d'ajouter « à vos risques et périls ». Elle espère ainsi fuir ses responsabilités. Car si vraiment il n'y a pas de danger immédiat, pourquoi ne pas admettre franchement ses erreurs du début ? Pourquoi ne pas organiser la vie dans certaines régions en prenant bien sûr toutes les mesures de sécurité nécessaires. Mais non, l'administration préfère se dédouaner par des formules hypocrites, telles « la responsabilité partagée ».

(Lire nos articles page 3)

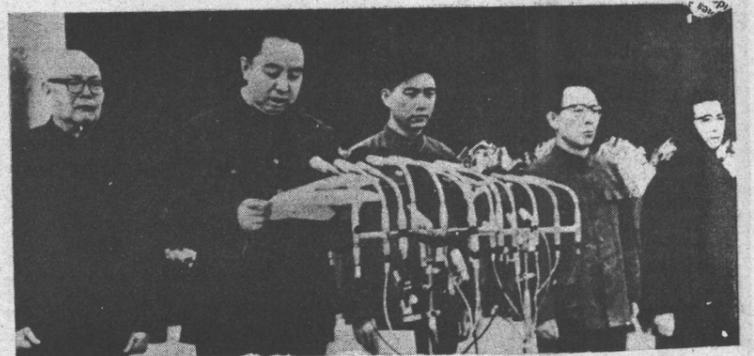
REMOUS EN CHINE

Lutte au sommet et manœuvres d'appareil pour le pouvoir

AU lendemain de la mort de Mao les dignitaires du régime chinois se sont efforcés d'offrir au monde l'image d'hommes groupés au sein d'une équipe homogène, unanimes à pleurer le grand disparu et à vouloir persévérer dans la voie tracée par lui. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. La lutte pour la succession de Mao a fait ses premières victimes.

Hua-kuo-feng, l'homme que le hasard a placé à la tête du gouvernement peu avant la mort de Mao s'est fait élire président du Comité central du Parti Communiste Chinois. Mais c'est dans des circonstances obscures que l'annonce de cette nomination a été faite. Au même moment l'on a appris par des rumeurs la « déchéance » voire l'arrestation d'un certain nombre de personnalités haut placées dont la veuve du président défunt. Comme d'habitude, la population a été tardivement informée.

Ces manœuvres, ces luttes sourdes opposant les uns aux autres différentes tendances, cliques ou fonctions dans l'atmosphère feutrée des réunions des organismes dirigeants du parti ou de l'Etat, ces crocs-en-jambes et coups fourrés sont bien le fait d'un régime bureaucratique. Cet-



Le nouveau maître de la Chine prononce l'éloge funèbre de Mao. A sa droite trois membres du groupe de Shanghai dont Chiang-Ching (Mme Mao).

te fois encore, les membres du parti et la population elle-même ont été tenus à l'écart des discussions et — maintenant que les noms des vainqueurs sont connus — ils sont invités à les acclamer.

Ce qui s'est passé ces jours derniers en Chine n'est pas nouveau. Du vivant de Mao, c'est sur

de telles pratiques bureaucratiques qu'a toujours reposé le régime. Et, de 1949 à aujourd'hui, bon nombre de bouleversements qui, dans les sommets du Parti ou de l'Etat, ont conduit à l'élimination de dirigeants jusque-là qualifiés de « prestigieux » ou de

(Suite page 4)

LA RENTRÉE SCOLAIRE :

En Guadeloupe

Dans le domaine scolaire plus encore que dans les autres secteurs, l'incapacité de l'administration à résoudre les problèmes qui se posent à la Guadeloupe est flagrante. Le peu qui a été fait, et qui a permis à Haby de déclarer lors de son passage éclair que la rentrée s'était effectuée dans des conditions satisfaisantes, fut le résultat du dévouement des Guadeloupéens eux-mêmes. Dans presque toutes les communes où il y eut dès la fin septembre un semblant de rentrée scolaire, l'administration n'y fut pour rien. Ce sont les enseignants qui dès le 13 septembre se sont efforcés de réaliser un début de rentrée. Ils ont orga-

nisé des réunions avec les parents, avec les municipalités, réunions où le mécontentement s'est manifesté. La préfecture a fait la sourde oreille, laissant chaque municipalité se débrouiller avec ses problèmes. Elle estime avoir fait son devoir après avoir monté en toute hâte, n'importe comment et n'importe où, souvent sur des terrains boueux, quelques dizaines de tentes.

Mais, nous dira-t-on, l'administration doit faire installer des noyaux de CES et des dizaines de classes préfabriquées. Il n'y a pas de quoi pavoiser. La rentrée était prévue pour le 14 septembre et les premières classes

légères ne sont arrivées que cette semaine, alors que l'on savait depuis juillet qu'il y aurait des problèmes à cause de la Soufrière.

Même en ce qui concerne les tâches dépendant directement du Vice-Rectorat, comme la nomination des enseignants, ce fut la pagaille la plus complète. Des titulaires devaient aller et venir dans les différents bureaux pour obtenir des postes. Quant aux maîtres-auxiliaires et aux remplaçants, nombreux sont ceux qui sont encore sur le pavé, en attente d'un hypothétique poste. Là encore carences et impuissance, telle semble être la devise de l'administration coloniale.

En Martinique

Si la rentrée scolaire a été catastrophique en Guadeloupe, le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle a été comme d'habitude bâclée en Martinique.

Aussi le mois de la rentrée a vu de nombreuses luttes menées par les enseignants, les parents d'élèves et les élèves.

Le cas le plus connu est celui du C.E.T. du Lamentin où la rentrée n'a pu se faire qu'avec 20 jours de retard. En effet, les enseignants avaient refusé d'assurer les cours dans les conditions désastreuses qui leur étaient fai-

tes : pas assez de salles, pas assez de professeurs, mauvais aménagement des horaires.

Mais la révolte a aussi grondé dans d'autres écoles comme le C.E.S. de Schoelcher ou le C.E.G. de Sainte-Thérèse, pour les mêmes raisons : manque de locaux, manque de professeurs.

Actuellement, c'est le lycée C.E.T. de la Pointe des Nègres qui est à la pointe du combat. Là, ce sont les élèves qui exigent du matériel et des salles pour pouvoir étudier convenablement. Avant cela, malgré l'interdiction

du Rectorat, parents d'élèves et professeurs y avaient tenu une journée « portes ouvertes » pour montrer dans quelles conditions l'enseignement était assuré.

Alors, cette rentrée 76 a sûrement montré les mêmes aspects que par le passé : la gabegie, l'incurie administratives. Mais elle a montré aussi une volonté nouvelle, dans plusieurs établissements, de la part des enseignants et des élèves, de ne plus tolérer une telle situation. Et ceci est un bon signe pour l'avenir.

Incohérence de la po

LA SOUFRIERE : retour

AINSI, la vie recommence dans la zone menacée par la Soufrière. C'était inévitable. L'administration avait fait évacuer la zone sans prendre en considération d'autres possibilités de faire face au danger.

Y aurait-il donc aujourd'hui des signes évidents d'apaisement du volcan ? Ce dernier se serait-il soudainement endormi ? Absolument pas. Alors pourquoi autoriser aujourd'hui le retour de la population dans une partie de la zone menacée alors qu'il y a deux mois, cette même population était évacuée en grande hâte ?

C'est que, tout simplement, aujourd'hui, l'équipe scientifique connaît mieux le volcan et ses manifestations. Elle a même pu prévoir certains « tremors ». Elle a pu tirer certaines conclusions scientifiques qui lui permettent de dire qu'il n'y a pas de danger, à quelques heures près, pour les habitants de la zone concernée. Donc, après un mois d'étude sérieuse du volcan, les scientifiques ont pu faire quelques pas intéressants, petits, certes, mais qui permettent néanmoins à la préfecture d'autoriser une certaine vie dans la zone menacée. Cela était donc possible aussi dès le mois d'août si le volcan avait été étudié avant. C'est donc l'imprévoyance et l'irresponsabilité du gouvernement colonial et de l'administration locale qui sont la seule cause de l'évacuation en catastrophe du mois d'août, aux conséquences sociales et économiques désastreuses.

Depuis un an, la Soufrière donnait des signes d'inquiétude, et ce n'est que huit mois après que le matériel arriva, que l'équipe

scientifique se constitua. Voilà le véritable scandale ! L'administration coloniale n'a aucune raison de s'autosatisfaire comme elle ne cesse de le faire depuis des mois. Son attitude désinvolte et criminelle a plongé des milliers

Incohérence

Les répercussions de l'évacuation précipitée et prolongée de la région de Basse-Terre sont dramatiques du point de vue économique et social, en particulier pour les 72 500 personnes déplacées.

Le 4 octobre, le conseil régional analysait la situation de l'emploi comme suit :

- 6 500 personnes déplacées dans l'agriculture
- 1 500 personnes déplacées dans l'artisanat et l'industrie
- 9 000 dans le commerce, les banques, assurances et professions libérales
- 5 000 parmi les gens de maison et autres « jobeurs ».

Il estimait que 60 % de cette population n'avait pas retrouvé d'emploi...

Jusqu'à maintenant la situation n'a que très peu évolué.

Les deux derniers mois d'évacuation ont entraîné pour une partie de ces travailleurs l'anéantissement d'années d'efforts, voire la ruine complète. Pour les autres l'avenir s'annonce plus sombre que jamais. La plupart, ceux qui vivaient d'un maigre salaire, ont perdu un grand nom-

LE 21 OCTOBRE : PREMIÈRE RIPOSTE

contre l'incurie du colonialisme en Guadeloupe

contre le plan Barre

LES syndicats CGTM, CFTC, CSTM et FEN lancent un mot d'ordre de grève pour le 21 octobre, précédé d'un meeting le 14 à Fort-de-France. En Guadeloupe, c'est la CGTG qui a pris l'initiative d'un mouvement de grève pour la même date. Il semble, au moment où nous écrivons, que deux syndicats enseignants, le SNES et le SNC, soient prêts à s'associer à ce mouvement de grève.

En Martinique, c'est essentiellement contre le plan Barre qu'est dirigée la grève. En Guadeloupe c'est sur la situation créée par la Soufrière et aggravée par l'incurie de l'administration coloniale que les syndicats mettent l'accent.

Quoiqu'il en soit, pour une fois les travailleurs des deux îles voisines dominées et exploitées par les mêmes capitalistes, opprimées par les mêmes colonialistes, vont

avoir la possibilité de se retrouver ensemble dans un même mouvement.

Ils auront la possibilité de faire entendre leur colère contre le plan Barre et contre la situation catastrophique créée en Guadeloupe par l'administration coloniale.

Le plan Barre ne sera pas en effet applicable uniquement en France mais également aux Antilles. C'est justement l'une des circonstances où « l'assimilation » et l'application immédiate des lois françaises se fait sentir. Comme l'avoue cyniquement Stirn : « Si nous n'avons pas les mêmes droits, au moins que nous ayons les mêmes devoirs ».

Ce plan que les travailleurs français rejettent déjà comporte une attaque en règle contre le niveau de vie de la classe ouvrière et une aide éhontée aux capitalistes.

On prévoit en effet que les hausses de salaires se feront à un rythme plus lent que celui des hausses de prix. Hypocritement, on fait semblant de limiter la hausse des prix pendant trois mois. Qui empêchera les capitalistes d'augmenter leurs prix ? Les salaires, eux, sont bloqués pour un an.

Dans le même temps, l'Etat a décidé de faire payer plus cher les vignettes automobiles, d'augmenter le prix de l'essence, atteignant ainsi les travailleurs dans ce qui est vital pour eux.

Par contre, il est prévu un fond d'aide aux entreprises capitalistes.

L'Etat prend donc dans la poche des travailleurs pour renflouer les capitalistes. Sous couvert de lutte contre l'inflation, il s'agit de faciliter aux capitalistes le passage d'un mauvais cap.

En effet, s'il fallait lutter efficacement contre l'inflation, c'est essentiellement aux fortunes des riches, à leurs combines financières, à leurs affaires qu'il faudrait s'attaquer. Cela n'est ni dans la volonté ni dans les possibilités d'un Etat qui est justement celui des riches.

Il faut donc lutter contre le plan Giscard - Barre.

Les travailleurs antillais ont des raisons supplémentaires de lutter contre un gouvernement incapable de faire autre chose qu'installer une catastrophe économique face à une supposée catastrophe naturelle qui, elle, n'a encore fait aucune victime.

Il faut lutter contre un gouvernement et un système incapables

de juguler un chômage massif, incapables de faire fonctionner d'une façon rationnelle l'économie de deux îles comprenant 600.000 habitants, incapables de permettre un développement tant économique que culturel dans ces îles.

Contre tout cela, les travailleurs devront s'engager massivement dans la lutte. La journée de grève prévue par les syndicats le 21 octobre ne devra pas rester une journée sans lendemain. Ce ne devra pas être une simple parade sans suite.

La bourgeoisie dresse contre les travailleurs des plans réfléchis. Aux travailleurs de lui opposer leur propre stratégie. Aux attaques de la bourgeoisie il est possible de répondre par une riposte organisée prenant sa force dans l'immense corps de la classe ouvrière aussi bien ici qu'en France.

Nos camarades de France ont déjà répondu présents à l'appel des syndicats ; le 7 octobre, ils ont été des centaines de milliers à défiler dans les rues des villes de France. A nous, travailleurs des Antilles, d'entrer dans cette lutte pour combattre tout ce qui — plan Barre ou pas — entrave l'organisation d'une vie décente et digne dans nos pays.

FRANCE :

MANIFESTATIONS DU 7 OCTOBRE

La journée du 7 octobre a été un succès et quant à l'importance des grèves et quant à l'ampleur des manifestations. Nombreux étaient ceux qui voulaient exprimer leur mécontentement contre les mesures prises par Giscard et Barre. Parmi eux, les travailleurs antillais émigrés. Ceux de l'Assistance publique ou des PTT (au centre de tri du PLM, 80 % du person-

nel était en grève, la plus forte participation depuis la grande grève de 1974). Une journée à laquelle les travailleurs ont eu raison de participer parce qu'il fallait le faire. Mais une journée qui ne devra pas rester sans lendemain parce que, pour repousser l'attaque du gouvernement des patrons, il faut aller bien plus loin.

Politique gouvernementale

Dans la zone sinistrée, l'administration laisse faire

amilles, des travailleurs, des commerçants et beaucoup d'autres dans le désarroi le plus complet alors qu'il était possible de faire autrement et bien autrement.

d'hui à autoriser un certain retour, c'est qu'elle est bien incapable d'organiser correctement l'hébergement, la scolarisation, le ravitaillement de la population réfugiée. Elle a déclenché la pagaille et l'anarchie à tous les ni-

veux, et, maintenant elle est débordée, incompétente, et, surtout, elle a peur de la réaction que pourrait avoir la masse des réfugiés et de tous les travailleurs qui en ont assez de la situation qu'ils subissent.

ORGANISONS NOTRE SÉCURITÉ !

de la préfecture

de journées de salaire, et s'ajoute à tous les frais supplémentaires venant de l'évacuation. Pour eux, c'est la misère.

ce à cela, le gouvernement colonial ne prend aucune mesure sérieuse.

zone évacuée n'a toujours été déclarée « zone sinistrée ». Aucun crédit n'est prévu pour indemniser les travailleurs privés d'emploi.

Le préfet a annoncé que de nombreuses familles d'agriculteurs auraient des terres à la Pointe-Allègre en Grande-Terre.

Les petits agriculteurs sont très loin du compte, et des centaines croupissent encore

dans les « centres de réfugiés », précisément les plus pauvres.

De plus la préfecture n'a exercé aucune pression sur les patrons qui, « repliés » ou non, en ont profité pour licencier massivement, pour restreindre l'embauche et durcir les conditions de travail.

Les seules mesures de la préfecture concernant l'emploi ont été l'ouverture de fonds de chômage. Ceux-ci, quelques jours dans la semaine, emploient quelques personnes des centres de réfugiés, pour aller... couper des herbes au bord des routes. Et ceci sans aucune garantie de salaire.

Lors de sa réunion du 4 octobre, le Conseil Régional a estimé que les grosses sociétés SICA-ASSO-BAG, SOCOGIAP, Coopérative maraîchère de CAMPRY, etc. ne pourraient s'en sortir sans indemnisation.

Le préfet se montrera probablement très « compréhensif » vis à vis des gros capitalistes.

Il appartient aux travailleurs d'exiger, eux aussi, l'indemnisation pour les pertes subies décomptées jour par jour. Il appartient aux petits paysans de prendre les terres dont ils ont besoin pour leurs cultures. Et à tous de s'organiser contre les bas salaires et les licenciements.



Raymond Barre contemplant les Tahitiennes...

QUE la préfecture autorise la population à pénétrer et à vivre dans une partie de la zone, soit. Cela peut se concevoir, mais, qu'elle n'ait pris aucune mesure de sécurité sérieuse, cela est tout simplement criminel. Et, ce n'est certainement pas la venue d'un général pour installer des sirènes dans la région de Capesterre, en survolant la région... en avion ! qui changera quelque chose.

C'est un véritable plan d'ensemble de la sécurité dans toute la région, détaillé et efficace qu'il faudrait mettre sur pied, en y associant la population elle-même. Mais, actuellement, au moment où l'on s'apprête à faire revenir la population scolaire à Capesterre, rien de tout cela n'est fait, pas même envisagé.

Quels moyens de transports sont prévus, en cas d'évacuation immédiate ? Les points de repli sont-ils prévus ? Quelles dispositions sérieuses ont été prises en cas d'alerte pendant les heures de classe ? Y a-t-il une organisation par quartier, par hameaux ? Où les sirènes vont-elles être placées ? Sont-elles en nombre suffisant ? Est-il prévu des exercices d'alerte pour toute la population ? Dans quelles conditions doivent-ils se dérouler ? Est-il prévu une éducation de la population sur les questions volcaniques ? Voilà autant de questions actuellement en suspens et la liste pourrait s'allonger. En cas de danger actuellement, c'est à une effroyable pagaille que l'on risque d'assister.

Cependant, si l'administration coloniale qui comme son gouvernement a la manie du secret ou de la conspiration, ne dévoile pas son plan, à la population de lui en imposer un, en s'organisant elle-même.

En effet, compter sur une administration aussi désinvolte et incapable peut être très dangereux pour la population. C'est pourquoi, il est urgent qu'elle crée des comités de quartier, élise des responsables en son sein à tous les niveaux, qu'elle compte sur ses ressources propres : dénombrer les véhicules à deux ou à quatre roues, camionnettes, contrôler l'installation des sirènes ou les installer elle-même, contrôler ou rechercher les zones de repli à l'abri du volcan, vers Goyave et Petit-Bourg, installer des baraquements de refuge, etc.

Dans le même temps, il faut aussi que la population intervienne au Conseil municipal et contrôle tous les organismes techniques et administratifs chargés des problèmes liés à la menace du volcan. La population doit avoir ses propres représentants à tous les niveaux.

Ce ne sont pas les promesses mirobolantes d'un préfet, mais seule l'organisation populaire qui permet d'avoir le maximum de garantie quant à sa propre sécurité.

Noël CANTIUS.

Basse-Terre :

Menace à la fermeture du port !

Malgré les nombreuses protestations des petits planteurs de banane et des dockers de la région, le préfet maintient l'interdiction d'embarquer la banane sur le port de Basse-Terre. Le prétexte invoqué, c'est que le retour des dockers sur le port provoquerait des habitants dans leur majorité. Qui le préfet veut-il tromper par cet argument ? En dépit de l'interdiction des accès dans la zone dangereuse, même le préfet ferme les yeux sur la réouverture des prisures de la ville de Basse-Terre. Le préfet, suivant en cela la volonté des gros planteurs de banane, veut tout simplement éviter des événements liés aux risques d'éruption de la Soufrière, pour réaliser un vieux projet de l'administration préfectorale des capitalistes, celui de transférer l'expédition de la banane au port de Basse-Terre au port de Pointe-à-Pitre. Jusqu'à présent les dockers dans leur grande majorité s'y sont opposés. Pour ce serait accepter la mise au chômage d'au moins deux milliers d'entre eux. Déjà fort touchés par le chômage, les travailleurs de Basse-Terre, Baillif, St-Habitants, St-Claude, n'ont pas intérêt à laisser passer

un tel projet qui plongerait cette région et toute sa population dans une asphyxie économique totale.

La préfecture accepte une certaine reprise de l'activité économique dans d'autres communes également menacées. Il est donc possible de réorganiser le chargement de la banane à Basse-Terre. Evidemment, pour cela, les dockers doivent exiger que des moyens d'évacuation rapide soient mis à leur disposition. De plus, en s'organisant eux-mêmes, en formant notamment parmi eux, une équipe de surveillance restant en contact permanent avec les scientifiques du Fort Saint-Charles, les dockers peuvent travailler sur le port de Basse-Terre, sans prendre trop de risques.

En tous les cas, il faut que la décision d'ouvrir ou pas le port ne dépende pas du préfet, mais des dockers, des travailleurs de la banane, et que le fonctionnement du port soit soumis à leur contrôle. De ce fait, il est au moins certain que les décisions concernant le fonctionnement du port seront prises en fonction des intérêts de la majorité travailleuse de la région et pas en fonction des préoccupations de quelques gros planteurs.

Conférence COMBAT OUVRIER dans les centres de réfugiés

Notre tendance a organisé les 7 et 8 octobre, deux réunions destinées aux réfugiés des centres du Lamentin et de Baie-Mahault.

Nos camarades ont réaffirmé les positions de Combat Ouvrier, face aux problèmes liés à la Soufrière. Ils ont ainsi dénoncé une nouvelle fois l'imprévoyance et l'impréparation criminelles de l'administration coloniale, et les causes profondes d'une telle imprévision : la sclérose d'une administration coloniale et le mé-

pris fondamental qu'elle nourrit à l'égard des travailleurs et des pauvres de ce pays.

Nos camarades ont alors appelé les réfugiés à réagir contre la situation qui leur est faite, à renforcer leur comité là où il en existe un, comme au Lamentin, à en créer un le plus rapidement possible là où ce travail n'a pas encore été effectué.

Avec et autour des comités de réfugiés, il sera possible pour les victimes de l'évacuation, de redresser la tête, d'exiger le paie-

ment intégral de tous les dommages subis, de ne se laisser en aucun cas réduire à la situation d'assistés, de lutter contre la démagogie, le cynisme et le paternalisme d'Aurousseau, Stirn et Cie.

Au Lamentin comme à Baie-Mahault, un peu moins de deux cents travailleurs écoutèrent attentivement le point de vue de notre organisation, et la discussion qui suivit montra que leurs sentiments concordaient avec nos analyses.

Directeur de publication :
Marie-Eugène Zozor
Adresser toute correspondance :
ANTILLES : Gérard BEAUJOUR BP 214 97110 POINTE-A-PITRE (GUADELOUPE) ou BP 386 97204 FORT-DE-FRANCE (MARTINIQUE)

COMBAT OUVRIER

FRANCE :
Combat Ouvrier BP 80 93300 AUBERVILLIERS
Impression Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.
Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :
Jocelyn BIBRAC
CCP 32 566-71 La Source

Une exposition coloniale

Au 24 septembre au 10 octobre, au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris s'est tenue une exposition pompeusement nommée « La France aux quatre coins du monde ».

L'ambition de cette opération gouvernementale était de « faire mieux se connaître les Français de Métropole et les Français d'outre-mer ».

Les exposants, essentiellement des banques, des entreprises de construction, d'extraction minière, compagnies de transports maritimes ou aériens, sociétés de tourisme, avaient réussi à « présenter » les DOM-TOM sans jamais signaler la situation catastrophique dans ces dernières colonies françaises.

Les Antilles, « terres françaises » répétaient à longueur de journées les différents orateurs. Ainsi prévenus, des milliers de visiteurs, français en grande partie, pouvaient en découvrir la beauté des paysages, les fleurs, les poissons, ainsi que des Tahitiennes aux seins nus sur d'immenses photos. De quoi pourraient bien se plaindre les habitants des DOM-TOM ?

Le gouvernement avait aussi ses stands où il était question de l'effort français, des constructions effectuées par l'armée, des millions dépensés pour l'école. Mais, du rôle sauvage de la répression, il n'était pas mot, ni non plus de la pagaille des rentrées scolaires, de l'enseignement au rabais dans les colonies (le stand de l'éducation nationale projetait des diapositives touristiques !).

Bien déçus furent en tous cas des milliers de visiteurs qui s'étaient laissés attirer par une publicité tapageuse et envahissante.

Par contre à l'intention des industriels et autres individus en mal de placements rentables, toutes les informations étaient fournies; des plaquettes, des colloques leur rappelaient les avantages de toutes sortes dont ils pouvaient bénéficier, main-d'œuvre abondante, qualifiée, abattements fiscaux, primes diverses...

En fin de compte c'est pour eux qu'était organisée cette exposition. Pour leur rappeler qu'il existe encore des colonies et qu'il y a encore des profits à y faire.

Des manifestants anti-colonialistes protestent contre l'exposition

COMBAT OUVRIER a participé avec le GRS à une manifestation organisée par l'UGTRF (Union des travailleurs réunionnais en France) le dimanche 10 octobre, contre l'exposition colonialiste « La France aux quatre coins du monde ».

Au sein même de l'exposition, les manifestants déroulèrent une banderole hostile au colonialisme en scandant des slogans.

Très vite, de nombreux visiteurs tant antillais que français les entourèrent et des discussions intéressantes durèrent plus d'une heure. Les visiteurs des DOM ou TOM disaient leur colère : « Ils se moquent de nous ! C'est une exposition bidon ! Vous avez raison de manifester ! Si on les croit, chez nous, c'est la belle vie ! Et les chômeurs, ils n'en parlent pas ! ».

Il y avait aussi beaucoup de Français intéressés par les discussions. Ils n'étaient pas venus simplement voir de belles fleurs ou des poissons rares. Ils n'étaient pas de ceux qui pouvaient investir dans les colonies, y faire des profits. Ils posaient des questions, découvraient le chômage, la misère, la répression, l'émigration forcée, enfin les bienfaits de leur gouvernement colonialiste.

Au total une grande sympathie entourait les manifestants, beaucoup achetèrent la presse révolutionnaire. Ainsi, les organisateurs de l'exposition durent se contenter de pester contre les « communistes », ne se décidant pas devant le succès de la manifestation à faire intervenir la police qu'ils avaient prévenue.

ECHOS

Ils avouent...

Max Elizé, conseiller économique et social de la Martinique, au cours du colloque pour le développement organisé dans le cadre de l'exposition a déclaré : « Voilà des années que nous réclamons des propositions concrètes et des années que l'on nous répond par des généralités sans consistance ».

« Sur la foi des promesses qui nous avaient été faites, nous avons appuyé de toutes nos forces la candidature de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en mai 1974. Nous nous sommes ainsi engagé vis-à-vis des populations locales; depuis lors, nous n'avons cessé de soutenir la politique du président de la République... et depuis deux ans, rien n'a été fait. Comment pouvons-nous être crédibles ? Notre position devient chaque jour plus insoutenable ! »

Quel dilemme... Constaté amèrement que ses maîtres se jouent de soi et pourtant continuer de les servir fidèlement.

Des domestiques réunionnais

Les DOM-TOM, réservoirs de main-d'œuvre, telle était une des idées que voulait accréditer l'exposition de la Porte Maillot.

Il semble que certains l'ont déjà compris. La chanteuse Dalida ne s'est-elle pas présentée pour embaucher une domestique réunionnaise ?...

Stand ANPE-Réunion ou BUMIDON camouflé

Au stand de l'Agence Nationale pour l'Emploi de la Réu-

nion, on apprend que l'activité principale de cette antenne est de mettre les jeunes réunionnais cherchant un emploi en contact avec le BUMIDOM. Voilà comment le gouvernement entend résorber le chômage dans nos pays. A défaut de créer des emplois, il évacue les chômeurs.

Michel Debré :

« La Réunion est parvenue à dominer ses angoisses. »

Debré, le député « réunionnais » au cours d'une interview a parlé du « problème démographique » qui se posait il y a une vingtaine d'années et qu'il prétend avoir résolu par le problème de l'émigration.

« ... En 10 ans, plus de 40 000 réunionnais et réunionnaises, familles comprises, se sont installés en Métropole et ils enfantent en Métropole... »

« ... Dans 5 ans, il y aura près de 100 000 réunionnais en Métropole et le chiffre de la population plafonnera entre 530 000 et 550 000. Voilà une angoisse qui a disparu... » (!)

Quand on sait que dans le même temps un nombre au moins égal de Français ont été s'installer à la Réunion. Quand on sait les conditions dans lesquelles émigrent puis sont exploités en France les travailleurs des DOM-TOM, on a vraiment envie de donner à Debré de véritables angoisses.



LIVRES :

« L'affaire Mirval ou comment le récit abolit le crime »

de Bernard CUAU

Les lecteurs de *Combat Ouvrier* ont été informés en son temps de la mort en prison entre les mains de ses gardiens d'un jeune travailleur antillais de vingt ans, Patrick Mirval. Aujourd'hui, un livre vient de sortir à Paris, attirant l'attention de l'opinion sur la façon dont l'appareil de la justice a dans un premier temps falsifié les faits pour disculper ceux qui étaient

chargés de la surveillance de Mirval et qui l'ont assassiné. Puis sur les moyens mis en œuvre par la justice pour étouffer et classer l'affaire.

L'auteur, un universitaire, avec force détails et une minutie de scientifique accuse. Et dénonce. A lire.

(Editions Les Presses d'aujourd'hui, collection La France sauvage.)

Giscard à la Réunion

Décidément les princes qui nous gouvernent ont pris goût aux voyages dans nos pays. C'est la Réunion qui reçoit incessamment la visite de Giscard.

Y serrer quelques poignées de main, reconforter les départementalistes locaux, dispenser quelques promesses à la population, voilà à quoi se résume ces virées.

Gageons que les opprimés réunionnais ne s'y laisseront pas prendre et sauront bien lui réserver l'accueil qu'il mérite.

Remous en Chine... suite de la page 1

« fidèles compagnons » de Mao ont suivi des campagnes de dénigrement, de calomnies, de dénonciations dans lesquelles ceux qui étaient mis en cause n'avaient plus la parole. Plus les moyens de s'exprimer, de s'expliquer. Tel fut le cas de Liu-Shao-Shi, de Lin-Piao, ou de Teng-Fsiao-ping.

La presse a présenté les différents protagonistes comme représentant la gauche ou la droite ou bien encore un courant modéré. Ceux qui ont été éliminés, membres d'un groupe dit « de Changhaï », appartenaient, toujours selon les journalistes, à la gauche du parti. Et dans un bel ensemble, toute la presse a docilement expliqué que l'élimination de la veuve de Mao et de ses amis inaugurerait un cours droitier au sein du régime.

Entre les vainqueurs du jour et le clan qui vient d'être éliminé, il y avait peut-être des divergences. Mais il y a peu de chances que les récents événements aient une quelconque influence sur l'orientation future du régime chinois.

Car finalement, ce qui vient de se passer n'est qu'un épisode dans la lutte opposant les cliques, clans ou fractions au sommet de l'appareil de l'Etat ou du parti.

La classe ouvrière dont les préoccupations sont fort éloignées de celles des différents candidats au pouvoir, n'a ni à se réjouir ni à s'affliger de la défaite du groupe de Changhaï. Celui-ci, malgré l'étiquette de gauche que l'on voulait lui faire porter, ne représentait en rien les intérêts des travailleurs. Il n'était pas lié au mouvement ouvrier. Pas davantage que l'ensemble du régime dans l'installation duquel le mouvement ouvrier organisé n'a joué aucun rôle.

Et encore une fois, l'enjeu des luttes qui se déroulent aujourd'hui est probablement important pour les protagonistes eux-mêmes dans la mesure où il s'agit de la conservation ou de la perte du pouvoir. Mais pas pour l'avenir du régime chinois lui-même.

Les Noirs de Rhodésie sur le chemin de leur libération

LE 28 octobre doit en principe se tenir à Genève une conférence pour l'installation d'un régime « transitoire » en Rhodésie. Un régime transitoire pour permettre dans deux ans la venue au gouvernement rhodésien de la majorité noire.

Cette décision chez les impérialistes anglais et américains de tenir compte de la « majorité noire », lâchant en quelque sorte le régime raciste de Ian Smith, est récente. Elle n'a été obtenue que grâce à la guérilla des Noirs de Rhodésie et de leurs voisins du

Mozambique qui se sont depuis peu libérés du colonialisme. La lutte des Noirs d'Afrique du Sud a, elle aussi, été déterminante. La lutte des opprimés, c'est le seul langage que peuvent comprendre les impérialistes et leur recul est une victoire pour les Noirs de Rhodésie.

Toutefois la lutte des Noirs de Rhodésie n'est pas terminée. Le raciste Ian Smith demande l'arrêt de la guérilla avant les discussions de Genève. En effet, la minorité blanche de Rhodésie souhaite conserver le plus d'intérêts

possible et la période « transitoire » de deux ans prévue par les impérialistes leur en laisserait le temps si cessait la lutte des opprimés.

Les opprimés de Rhodésie auront encore à lutter pour se libérer définitivement du régime ségrégationniste. Ils ont pris le chemin de cette libération.

Mais ils devront aussi s'organiser pour diriger eux-mêmes leur pays et ne pas en laisser le soin aux nationalistes, petits-bourgeois démagogues, qui parlent en leur nom en ce moment.